

ARDÈCHE LARGENTIERE COMMUNE de ST MELANY

N° de la délibération
2025-24

Membres en exercice : 11
Présents : 6
Votants : 7

POUR : 7
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0

Objet :
Calcul des Redevances Agence de
l'Eau pour 2026 :
-prélèvement ressource en eau
-consommation eau potable
-performance des réseaux

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL 04 novembre 2025

L'An deux mille vingt-cinq, le quatre du mois de novembre, à 14 heures
, le conseil municipal de la commune de **Saint Mélany**, dûment
convoqué, s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses
séances, sous la présidence de **M. Didier PIOLAT, maire**.

Étaient présents : Lorraine CHENOT, Arlette OBRY, Lucy RENAULT, Paul
ARNAUD, Vincent GUILLO, Didier PIOLAT,

Représentés : Barbara DE SCHEPPER donne pouvoir à
Lorraine CHENOT,

Absent : Damien PETIT

Excusé : Loïs COLTEL, Roger LOMBARDOT, Barbara DE
SCHEPPER, Fanny WALDSCHMIDT

Secrétaire de séance : Mr Vincent GUILLO

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut délibérer.

Le conseil municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles
L213-10-4 et -5, et articles D213-48-12-1, D213-48-12-2 à -
7, et D213-48-35-1, dans leurs versions applicables à
compter du 1^{er} janvier 2025 ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités
d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau
potable et des redevances pour la performance des réseaux
d'eau potable et pour la performance des systèmes
d'assainissement collectif,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire
maximal de la redevance pour la performance des réseaux
d'eau potable et de la redevance pour la performance des
systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour
l'application de la redevance d'eau potable et
d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code
général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de
distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux
usées modifié dans sa version applicable au 1^{er} janvier 2025,

Vu la délibération n°2024-25 du 4 octobre 2024 du conseil
d'administration de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée
Corse portant sur le projet de taux de redevances des
années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour
avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5,

Considérant que la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est maintenue mais que les redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et modernisation des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1^{er} janvier 2025 par

➤ **une redevance « consommation d'eau potable » dont :**

- le tarif est fixé par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
 - le redevable est l'abonné au service public de l'eau potable ;
 - l'assiette le volume facturé au cours de l'année civile (indépendamment de la période de consommation).
- Toutefois, les consommations d'eau potable destinée aux activités d'élevage sont exonérées si elles font l'objet d'un comptage spécifique.

Cette redevance est facturée à l'abonné et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau et les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.

➤ **et de deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.**

Concernant la redevance pour performance des réseaux d'eau potable :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou à leurs établissements publics compétents pour la distribution publique de l'eau qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Le montant applicable est modulé en fonction de la performance des réseaux d'eau potable de la collectivité compétente pour la distribution publique de l'eau ;
il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,2 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance) ;
- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile ;
- L'Agence de l'eau facture cette redevance à la commune ou à l'établissement public compétent au cours de l'année civile qui suit ;
- La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de distribution d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'eau ;

Considérant que la commune doit recalculer le tarif applicable de la redevance pour
« Prélèvement sur la ressource en eau » pour l'année 2026

Considérant que l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a fixé le tarif de la redevance pour **consommation d'eau potable à 0,39 €HT/m³ pour l'année 2026.**

Considérant que l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a fixé le tarif de la redevance pour **performance des réseaux d'eau potable à 0,06 €HT/m³ pour l'année 2026.**

Considérant que pour l'année 2026, le coefficient de modulation n'est plus fixé forfaitairement à 0,2 pour la redevance de la performance des réseaux d'eau potable).

Considérant que c'est à la commune de calculer son coefficient de modulation applicable pour **l'année 2026** qui sera de **0.41**.

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contre-valeur pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu.

Après en avoir délibéré et procédé au vote ;

Décide :

- De fixer à **0.08€HT/m³** la redevance « **Prélèvement sur la ressource en eau** »
- De fixer à **0.39 €HT/m³** la redevance pour « **la consommation d'eau potable** »
- De fixer à **0,0246 €HT /m³** la contre-valeur correspondant à la « **redevance pour performance des réseaux d'eau potable** » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1^{er} janvier 2026,

Ainsi fait et délibéré à SAINT MELANY, les jour, mois, et an ci-dessus.

Fait à St Mélangy, 04 novembre 2025

Le Maire

Didier PIOLAT

